



POUR LA RÉGULARISATION

L'affaire de la semaine est sans conteste le vote d'une loi sur l'immigration qui reprend toutes les antiennes de l'extrême droite et remet en cause nos principes républicains, comme l'illustrent notamment ces mesures :

- Le principe de préférence nationale est appliqué et conduira à exclure les étrangers de l'accès aux allocations familiales et aux allocations logement.
- Le droit du sol est remis en cause et l'acquisition de la nationalité française ne sera plus automatique pour les enfants nés en France mais dont les parents sont étrangers.
- Les étudiant·es étranger·es devraient fournir une caution pour avoir accès à un titre de séjour.
- Une réforme de l'aide médicale d'État est annoncée.

Contrairement à ce que le gouvernement prétend, cette loi ne facilite en rien les régularisations par le travail. En effet, l'arbitraire des préfets sera renforcé sans aucune garantie pour les travailleuses et les travailleurs.

Cette loi et les débats qui l'entourent depuis 6 mois sont une violence pour toutes celles et ceux qui sont étrangers ou d'origine étrangère. Elle repose sur un énorme mensonge : non, l'immigration n'est pas responsable de l'insécurité !

En réalité, l'immigration est une richesse pour notre pays. Chaque année, les travailleuses et travailleurs étranger·es font rentrer 60 milliards de cotisations sociales et d'impôts. En Île-de-France, 20% des emplois sont occupés par des étranger·es. 20% des thèses qui sont soutenues dans les universités le sont par des étranger·es. Sans travailleuses et travailleurs étranger·es, il y aura beaucoup moins de médecins dans nos hôpitaux, d'aides à domicile, de cuisiniers, de livreurs ou de maçons par exemple. Les premières lignes, encensées pendant le COVID, pour beaucoup, ce sont elles et eux !

Et on leur explique maintenant qu'il faudrait qu'ils et elles continuent à travailler en baissant la tête sans vivre avec leur famille ni avoir accès aux droits sociaux ?

Notons que les 500 travailleurs et travailleuses sans papiers qui, grâce à leur grève lancée il y a plusieurs mois par la CGT ont contraint leurs employeurs à leur donner toutes les preuves de leur travail, ne sont toujours pas régularisé·es.

La CGT exige la régularisation de toutes les travailleuses et tous les travailleurs sans papier sur simple preuve de travail. Il s'agit d'une mesure de

justice mais aussi d'un moyen indispensable pour lutter contre le dumping social. Rien de tel pour le patronat que d'avoir une main d'œuvre sans papier, corvéable à merci, obligée d'accepter des conditions de travail indignes. Les régulariser, c'est leur permettre de faire respecter leurs droits, de gagner des augmentations de salaires et ainsi d'empêcher le patronat de tirer tous nos droits vers le bas !

ÉCRAN DE FUMÉE

Pendant que droite et extrême-droite et certains macronistes ont expliqué que l'AME était responsable des problèmes d'accès aux soins des français, on apprend que plus de 6.700 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés en 2022 en France. Cibler les étrangers pour cacher le désastre social et sanitaire des politiques menées par Macron : la vieille recette des libéraux. Personne n'est dupe.

FAIS-TOI UN BEAU CADEAU

Rejoins la CGT ! [Adhère en ligne](#)



BRAVO AUX GAGNANT·ES

Cette année, le tirage de la tombola CGT a eu lieu en temps et en heure !

Nous avons 10 gagnant·es en Loire Atlantique, les lots seront distribués mi-janvier.

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont participé en vendant et achetant des tickets.

Les résultats [ici](#)